

LE CREUSET

Bulletin Mensuel de Propagande Syndicale

Rédaction et Administration Jean DE BOE. « Le Creuset », 23, place Saint-Géry. Bruxelles
Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Sommaire :

A bas la Guerre !... (p. 113); *L'Ecumoire* (p. 116); *A nos camarades linos* (p. 117); *Vers plus d'équité* (p. 117); *Manifestons contre la Guerre* (p. 118); *Le Pèlerin de Moscou* (p. 120); *Chez les Adhérents* (p. 122); *Nos prochaines revendications* (p. 124); *Contre la guerre impérialiste* (p. 125); *De la politique* (p. 127); *Le Fascisme en Bulgarie* (p. 127); *La Poubelle* (p. 128).

A BAS LA GUERRE!...



Il y a quinze ans, les gouvernements européens déchainèrent une guerre épouvantable qui devait durer plus de quatre ans.

Jusqu'à l'ultime minute, le mensonge officiel couvrit les moindres détails du complot qui devait aboutir au carnage et à la dévastation. Les alliances militaires étaient signées de longue main. Les arsenaux, les dépôts, les forteresses avaient été gavés de matériel; les lois militaires renforcées; de Liège à Epinal, les états-majors avaient veillé à la modernisation des fortifications. A plusieurs reprises déjà — Fachoda, Agadir, l'affaire Mannesmann — tant à Londres qu'à Berlin et Paris, les diplomates avaient sondé l'opinion publique en faisant surgir le spectre de la guerre. Le nationalisme partout avait bon teint. Les hyènes impérialistes avaient la certitude qu'à leur heure et en leur lieu, elles provoqueraient les enthousiasmes criminels. Par d'habiles mises en scène, les agents du contre-espionnage excitaient les explosions de xénophobie. On ressuscita les retraites

militaires, au sein même des quartiers les plus peuplés de Paris. Le patriotisme fut habilement réchauffé par une presse à tout faire. Et dans les abécédaires des petits innocents, des misérables enseignaient la beauté des combats...

Cette fois, non plus, la guerre n'avait débuté par un ultimatum plus ou moins insolent, pas davantage par un décret de mobilisation. La guerre avait débuté par une préparation de plusieurs années, par une canalisation lente des événements et des esprits, et ce, dès le jour où certains groupes financiers et industriels s'étaient heurtés par trop violemment à d'autres groupes sur les marchés du monde. Toute cette mise en garde habile contre l'expansionnisme allemand; contre la déloyauté des procédés commerciaux, dumping ou autres, des concurrents! Toute cette mise en relief des dangers du fléchissement des affaires extérieures! L'exagération du péril allemand au moyen d'une obsédante campagne de presse! L'accoutumance lente à l'idée que l'Allemand

était la cause des crises industrielles et des aggravations constantes de la situation économique. Avec, comme intermédiaires, quelques grands scandales d'espionnage et de haute trahison. Tout cela n'avait qu'un but : la formation de « l'opinion ».

Et sur cette pente savamment préparée, les événements devaient se précipiter d'eux-mêmes vers le cataclysme. Que fut l'attentat de Sarajevo fin juin 1914 ? Un épisode de ce crime monstrueux. Pas plus. Ceux qui armèrent le bras de l'étudiant Princep recevaient et leurs ordres et leur argent des agents diplomatiques du Tzar de Russie, principal allié de la France républicaine. Et la puissance infernale de la presse est telle, qu'elle réussit non seulement à masquer les véritables culpabilités, à amener l'opinion contre l'archiduc François-Ferdinand assassiné, mais encore, à provoquer des insolences de la part des assassins, les Karageorgevitch de Serbie qui, déjà, quelque dix ans auparavant, avaient ramassé leur couronne dans le sang d'un autre assassinat. Et les bêtes immondes de la haute diplomatie se dépêchèrent autour de ce meurtre banal. M. Poincaré-la-Guerre s'en fut à Kronstad régler avec son compère Nicolas les derniers préparatifs du drame.

Et pendant ce même temps, dans les empires centraux se menaient les mêmes intrigues, les mêmes campagnes, pour les mêmes fins. Le pangermanisme, impatient de dominer le monde, violentait pareillement les événements.

Rien ne fut tenté pour empêcher que s'accomplisse la guerre monstrueuse. D'ailleurs, il serait enfantin de croire qu'il fut possible de tenter une conciliation, alors que les parties, depuis des années, avaient tout mis en œuvre pour aboutir précisément à cette réalité tragique

Sans doute avait-il été question de part et d'autre de la « cause de la paix », de la « guerre impossible », de « tribunaux d'arbitrage », de la « Cour de La Haye ». Avec une éloquence largement tarifée, la presse avait été arrosée de pacifisme... juste ce qu'il fallait pour permettre à l'impérialisme de réaliser ses desseins sans brutaliser la sensibilité des braves gens.

Aussi ces mois de juin, juillet 1914 ne furent-ils secoués d'aucune convulsion populaire. Et lorsque déjà le sang coulait à la frontière, les imposteurs affirmaient encore : « la mobilisation, ce n'est pas la guerre ! » Et le bétail humain se laissait encaquer dans les wagons à bestiaux au son de quelque imbécile refrain vers les frontières du Nord ou de l'Est.

A peine fut-il nécessaire qu'un Villain assassinât un Jaurès en manière d'avertissement. La débandade des « défenseurs » du peuple fut générale. Les plus canailles spéculaient déjà sur les ministères et les sous-secrétariats probables; les plus couards se laissèrent entraîner dans la soumission grégaire; les autres, cocardiens et fanfarons, transformèrent les Bourses du Travail en bureaux de recrutement.

Il en fut ainsi partout.

Minute angoissante pourtant pour les gouvernements, sur l'existence desquels pesait la menace des grandiloquentes résolutions de Stuttgart, de Berne et d'ailleurs. Mais les rouges « cégétistes », comme les rouges « sozial-demokraten », grisés des mêmes bobards, trompés des mêmes mensonges, dupés par les mêmes bergers, s'en furent, tout comme le crétin inorganisé, défendre « leur » patrie respective au nom d'une égale justice et d'un même droit !... Ce fut la plus pitoyable des faillites. Plus de quarante ans d'Internationale ouvrière, de congrès et de serments

pour aboutir à cette soumission lâche au premier ordre de mobilisation !...

Et depuis par quel calvaire dut se traîner l'humanité ! L'extermination la plus atroce, la plus sauvage; le déchainement de la brute la plus cruelle; l'épouvantable accoutumance de millions d'hommes au crime, à la ruse, à la dégradation, au pillage; le gauchissement lent de la conscience humaine pendant plus de quatre ans...

* * *

Il y a quinze ans de cela.

Une trentaine de millions de morts ont réglé la question des potasses d'Alsace et des aciers de la Ruhr. Et c'est peu de chose sans doute devant la conscience des Maîtres de Forges vainqueurs. Un peu plus de mille milliards de dettes que draineront les héroïques interventionnistes de par delà l'Océan et la Manche parmi la souffrance et la misère des masses travailleuses d'Europe. Ce sont des résultats encourageants. Les biens publics sont dilapidés, les services d'Etat sont sous tutelle, l'épargne est crevée, les gouvernements ont épuisé les petits souscripteurs avec des chèques sans provision, la banqueroute a ruiné les jobards patriotes; les crises se succèdent et déciment les rangs des travailleurs... Qu'importe ! Pas plus que les bénéfices de la guerre, les bénéfices de la paix ne sont pour le populaire. Les fortunes privées se sont échaffaudées ou accrues en chiffres astronomiques. Les Etats-Unis regorgent d'or et, avec les milliards que nous leur abandonnons, ils maîtrisent nos propres marchés. La plupart des nations ont au cou un carcan qui les étouffe. Les mêmes besoins d'expansionnisme s'imposent à nouveau aux capitalismes concurrents...

* * *

Tel est le bilan de ce quinzième anniversaire, avec en inéluctable prévision : la guerre, la guerre, LA GUERRE...

Tout comme avant 1914 se distinguent les mêmes symptômes, nous assistons aux mêmes préparatifs. Le militarisme est maintenant une excroissance monstrueuse qui absorbe le plus clair des ressources des nations. Les journaux continuent à jouer tour à tour à la menace et à la confiance pour dérouter l'esprit public. Le nationalisme agressif s'impose partout, avec la complicité non déguisée de ceux qui devraient le dénoncer. N'est-ce pas un échevin socialiste qui institua, à l'occasion de la distribution des prix dans les écoles, le « salut au drapeau », dans un de nos faubourgs ouvriers ? Bientôt la moisson sera mûre...

Travailleurs, apprêtez-vous à aller pourrir sur les charniers de bataille, la « patrie », c'est-à-dire le capitalisme, aura bientôt besoin de votre « glorieux sacrifice » !

A moins que, cette fois, instruits des leçons du passé, vous ne vous dressiez, menaçants et résolus, contre ceux qui vous pousseront au carnage.

A bas la guerre !

QUERCUS

Notre Coopérative "Les Arts Graphiques"

Le Conseil d'Administration de notre Coopérative nous prie de porter à la connaissance de nos membres et de tous nos lecteurs le changement de direction de l'imprimerie.

C'est notre camarade Joseph Van Trier qui assumera désormais la charge de la gérance en remplacement du camarade Jean De Wil, démissionnaire.

Nous profitons de cette occasion pour engager nos lecteurs à recommander notre Coopérative aux personnes et firmes susceptibles de lui passer des commandes.

La Rédaction.



Qui donc prétendait autrefois que sous le régime actuel, un ministre « socialiste » ne pouvait être que le prisonnier de la bourgeoisie ? N'était-ce pas Jaurès ?

S'il n'était tombé sous les balles des fauteurs de guerre, il eut pu vérifier de nombreuses fois cette affirmation anticipée. Pendant la guerre et depuis l'armistice, chaque fois que la bourgeoisie a cru devoir châtrer la classe ouvrière elle s'est assurée dans ce travail l'aide des leaders « ouvriers ». Ceux-ci se laissaient d'ailleurs facilement convaincre, la bourgeoisie payant assez bien ces servitudes.

Nous avons, en Belgique aussi, pu nous convaincre que les hommes politiques, quels qu'ils soient d'ailleurs, ne sont que de superbes fantoches que manœuvrent les financiers et les industriels. Le Francqui de la stabilisation a avoué cela très cyniquement à propos du ministère affairiste où, socialistes, libéraux et catholiques prêchaient avec une égale éloquence la soumission, le sacrifice et la pénitence.

L'assassinat des travailleurs berlinois lors du récent 1er mai a souligné l'affirmation de Jaurès avec du sang.

Mais il ne s'agissait jusqu'alors que de ministères de coalition. L'Angleterre, après la récente victoire travailliste, vient de pousser l'épreuve bien plus loin en passant de l'ultra-réactionnaire Baldwin au « rouge » Mac Donald. Voilà donc installé un gouvernement « ouvrier » !...

Au premier moment Mc Donald crut pouvoir solutionner un des problèmes les plus épineux de la politique internationale : la tension anglo-américaine et le désarmement naval. Et notre Premier « travailliste » d'annoncer immédiate-

ment un voyage à Washington pour arranger cette petite affaire avec le compère Hoover. Ce fut un beau moment d'émotion à Genève. Il ne dura guère. L'Amirauté et M. Chamberlain ramenèrent Mac Donald à la réalité, et le voyage annoncé à grand renfort de publicité fut remis à un an d'abord; en ce moment on fait machine arrière et on l'aiguille vers le garage protocolaire; de toute façon le résultat sera négatif. Pour ce qui concerne tous les autres points « importants » du programme travailliste, il faudra désormais attendre l'autorisation des trusts et autres syndicats industriels avant de tenter quoi que ce soit.

C'est une belle chose que la conquête des Parlements !

Pauvres électeurs !... PIAF

CONVOCATIONS

Nous prions instamment nos camarades d'assister à la prochaine séance du « Creuset », qui se tiendra le **DI-MANCHE 4 AOUT**, à 9 h. 30, au local « Le Lion d'Or », place Saint-Géry, 23.

La séance suivante aura lieu le **dimanche 8 septembre**.

Les camarades remarqueront que la convocation des séances du « Creuset » se fait toujours ouvertement dans notre bulletin.

Il y est toujours fait une cordiale invitation à tous. Il s'y discute des questions syndicales qui intéressent tous les ouvriers. Il ne s'y manigance rien de suspect ni de clandestin.

Il n'en est pas de même du cercle réactionnaire « L'Effort », qui travaille, en tout, tout petit clan d'ailleurs, dans l'ombre. Même les gros bonnets de ce groupe, comme le secrétaire national de la Fédération Typographique, dont ce groupement est l'instrument, n'aiment pas qu'on sache qu'ils en font partie, tant la besogne qui s'y prépare est malodorante.

Que nos confrères comparent l'activité et l'attitude de ces deux groupes et choisissent.

A nos camarades linos Vers plus d'équité

Nous nous faisons un devoir d'attirer l'attention de nos camarades linotypistes sur de sérieux dangers qui menacent leur situation.

Il y a tout d'abord l'école de linotypie installée par la Société Linotype Belge, rue de Waelhem. Jusqu'à présent, ce n'est qu'une menace, mais nous connaissons trop le zèle commercial de son directeur pour ne pas craindre que cette école ne « rende » ce qu'elle doit : former une main-d'œuvre suffisamment nombreuses pour faire baisser les salaires actuels de nos linos. Tant que nos organisations syndicales pourront contrôler l'apprentissage, il y aura moyen d'empêcher l'encombrement de la profession ; avec une école « patronale », le danger sera très grand.

L'autre menace réside dans le développement du travail à façon. La maison Linotype fait miroiter aux yeux d'imprudents les bénéfices plantureux qui sont à réaliser en fabriquant des lignes à façon. Ceux qui se laissent tenter s'aperçoivent bientôt que, pour assurer les paiements de la machine et subvenir à leurs propres besoins, ils doivent travailler nuit et jour. Ce système entraînera automatiquement une concurrence rapide ; l'utilisation d'une main-d'œuvre à bon marché, femmes ou jeunes gens, avec, comme conséquence, mise en péril de nos propres conditions de travail.

Cette dernière pratique est aussi très dangereuse pour nos camarades typos, en ce sens que les petites firmes ne possédant pas encore de machines à composer confieront leurs moindres compositions courantes aux fabricants de lignes, d'où nouvelles causes de chômage. On objectera que le contrat n'autorise la fabrication des lignes que par les firmes contractantes et pour des firmes contractantes. L'expérience nous autorise à déclarer que c'est une garantie bien précaire.

Camarades linos et typos, ouvrez l'œil ; si vous êtes dans une sécurité relative aujourd'hui, craignez demain et soyez assurés que, seule, l'Association pourra nous assister.

En conclusion d'un amusant article sur le dernier Congrès Typographique, notre camarade Boëmer, de Liège, remet en question la répartition des votes des sections de la Fédération Typographique. Comme nous l'avions fait depuis longtemps, notre ami s'est rendu compte de la façon arbitraire dont s'établit la répartition des voix aux sections. Le présent tableau, qui date du Congrès de 1927, est déjà en amélioration sensible sur le précédent, mais il ne peut, malgré cela, donner satisfaction. L'écart entre le pouvoir de vote et l'importance réelle des sections est encore trop considérable pour ne pas entraîner des mécontentements et une expression inexacte de nos décisions fédérales. En réalité, c'est la minorité qui censure et dirige notre Fédération.

Nous avons attiré l'attention de nos camarades là-dessus en insistant que ce sont précisément les sections matériellement et idéologiquement fortes qui subissaient le veto des sections matériellement et idéologiquement faibles. Nous sommes très heureux de voir se lever contre cette situation un camarade de province — il est vrai que Liège, ce n'est pas précisément la province. Du tableau reproduit par le camarade Boëmer, il ressort que 4 sections, groupant 4,873 membres, n'ont que 30 voix. Tandis que 27 sections, ne groupant que 1,442 membres, jouissent de 40 voix. Cela est évidemment paradoxal, mais cela est.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons sur cette question et nous reproduirons le tableau qui fut proposé par Bruxelles au Congrès de 1927.

En attendant que nos amis, surtout ceux de province, veuillent bien réfléchir à cette situation et se convaincre qu'elle ne peut que susciter de la rancoeur et du découragement chez les associés de la capitale. Il ne faudrait pas qu'on encourage ceux qui pensent que la désaffiliation de la section de Bruxelles est la seule solution.

J.

Manifestons contre la Guerre.

Nous devons manifester pour marquer à la bourgeoisie la volonté de la classe ouvrière de ne plus servir de chair à canon pour la défense des coffres-forts des magnats de l'industrie et de la finance, tout comme nous manifestons à d'autres occasions pour marquer la volonté des travailleurs à ne plus être les esclaves des exploiters.

Avant le déclenchement de la guerre de 1914, nous pouvions de temps à autre lire dans la presse ouvrière qu'une guerre aurait été impossible pour la raison que les mandataires des travailleurs, dans les divers pays, auraient empêché toute mobilisation et, par le fait même, empêché la guerre. Rien de cela n'a été fait et les quelques rares militants qui ont osé se mettre en travers des vues militaires ont été emprisonnés ou assassinés.

Nous n'énumérerons pas, dans ces colonnes, le nombre de victimes occasionnées par la tuerie de 1914-18. Le nombre de tués est assez souvent rappelé dans la presse pour le remettre à la mémoire des ouvriers. Quant aux autres victimes, nous les voyons chaque jour abondonnées à la charité de protecteurs quelconques.

Dès l'armistice, nous avons pu croire que la classe ouvrière avait enfin gagné son droit à la vie. Sous la pression, la bourgeoisie accorda à la classe ouvrière le suffrage universel et les huit heures. Mais ce n'était qu'une trêve, car, dès que les circonstances leur furent favorables, les patrons reprurent petit à petit les avantages qu'ils avaient dû accorder aux ouvriers, et la loi des huit heures, pour beaucoup de nous, n'est plus qu'un leurre.

D'autre part, pour la restauration de l'industrie nationale, l'impôt sur les salaires est venu aggraver les conditions de vie des travailleurs.

Quels moyens la classe ouvrière a-t-elle en son pouvoir pour ne plus en revenir à un pareil cataclysme ?

L'expérience de ces derniers temps nous prouve que la classe ouvrière ne

peut compter sur les mandataires réformistes pour empêcher une conflagration. En effet, ces derniers, pendant la collaboration ministérielle, ont voté les crédits permettant un armement plus puissant. Pas plus qu'en 1914, nous ne pouvons compter sur eux pour empêcher la guerre.

Quels sont les responsables de la guerre de 1914 ?

Dix ans après l'armistice, nous lisons encore dans notre presse bourgeoise des réponses à l'Allemagne qui cherche à dégager sa responsabilité de la déclaration de la guerre. Il faut donc considérer que, dans chaque pays, on rejette la responsabilité de la guerre sur l'adversaire et, dans ce fatras d'explications diplomatiques, la plupart des ouvriers ne comprennent rien, sinon qu'ils paient les frais de la casse.

Pour conclure, nous engageons donc tous les ouvriers à participer à toutes les manifestations contre la guerre. Et nous prions nos camarades de ne tenir compte d'aucune considération politique, mais bien de manifester leur volonté arrêtée de ne plus participer à des luttes fratricides.

A bas la guerre! CHAUVIN.

NOS PROMENADES

LE DIMANCHE 11 AOUT, le « Creuset » organise une excursion de La Hulpe à la Grande Espinette.

Rendez-vous à la gare du Quartier Léopold pour prendre le train de 10 h. 20 ou à la gare de Boitsfort (trams 16, 30, 32), pour y prendre le même train à 10 h. 34 jusqu'à La Hulpe.

Après pique-nique, première marche par les étangs jusqu'à la drève de la Ramée. Repos, jeux. Puis jusqu'à la Grande Espinette pour y prendre le tram de retour.

Cette promenade, pas trop fatigante, sera très intéressante et rencontrera sûrement la satisfaction générale.

Tous, donc, à la promenade du 11 août.

Le Pèlerin de Moscou

Cinquante jours à travers la Russie Nouvelle

« L'U. R. S. S., il faut sans cesse le redire, pays hétéroclite et sur lequel le voyageur partial, qui ne veut voir qu'un côté des choses, peut mentir audacieusement tout en ne rapportant que des vérités. »

Luc Durtain

(Suite.)

A BAKOU

Un détail qui souligne nettement la volonté de l'ancien gouvernement de maintenir les classes pauvres dans l'ignorance, est celui-ci. Il existait en Azerbedjan 18 écoles supérieures, où les élèves payaient, suivant les localités, de 10 à 50 roubles par an ; en outre, à Bakou, 3 écoles supérieures urbaines ; de ces trois écoles, celle du rayon ouvrier était payante, les deux autres pas, le Conseil de la ville en supportant les charges.

Cette situation misérable des travailleurs et de la population autochtone était identique dans tous les territoires annexés.

La situation civile de la minorité nationale était aussi lamentable. En général, elle n'avait aucun droit. Il était interdit aux nationaux d'habiter certains endroits. Ailleurs, ils ne pouvaient pas être admis dans les écoles, ne pouvaient enseigner, ne pouvaient exercer de charges administratives ou juridiques dans leur rayon. Ceux qui, par extraordinaire, parvenaient à se faire nommer en charge, devaient exercer dans d'autres régions.

La révolution qui rencontra, en Azerbedjan, une résistance farouche, tant de la part de la bourgeoisie que des expéditions étrangères, anglaises et françaises, fit faire des progrès gigantesques au peuple au point de vue classe et nationalité.

C'est ainsi qu'au point de vue instruction publique, le budget, qui était en 1914 de 1.500.000 roubles, fut de 17 millions de roubles en 1926.

Il avait été créé 55 jardins d'enfants (2.500 élèves) et 37 institutions pour orphelins ou sans abri de 3 à 8 ans.

Lors de mon passage, il y avait dans la petite république 1.420 écoles primaires avec 5 années de cours, sur la base de l'enseignement national ; ainsi, il y avait 1.028 écoles turques, où le russe était enseigné comme langue accessoire à partir de la 3e année ; d'autres écoles étaient russes, avec la langue turque comme accessoire. Dans certains districts, il y avait des écoles allemandes, grecques, assyriennes, géorgiennes, etc., avec la langue russe comme accessoire. 146.000 enfants fréquentaient ces écoles, dont 46.000 fillettes turques sur 83.000 élèves de la même nationalité. Ce fait est très significatif quand on connaît les préjugés religieux tenaces qui maintenaient la femme musulmane dans un état d'ignorance et de sujétion animales.

Les écoles secondaires ont été quadruplées et étaient au nombre de 68 avec 16.900 élèves. La proportion des élèves d'origine turque, qui était infime sous l'ancien régime, était considérablement augmentée.

En 1914, il y avait pour tout l'Azerbedjan 14 écoles professionnelles avec 2.500 élèves ; en 1927, il y en avait 97 (1 institut polytechnique, 1 conservatoire, 2 écoles d'art supérieures, 39 secondaires, 15 pédagogiques, les autres primaires professionnelles) avec 19.300 élèves, dont 7.000 garçons et 1.570 filles tures.

L'analphabétisme, qui était considérable, subissait de rudes assauts.

En 1917, 9 p. c. de la population savaient lire et écrire ; en 1921, ce chiffre passait à 11 p. c. et en 1927 à 24 p. c. Au cours de l'année 1926, 102.000 ouvriers analphabètes avaient suivi les cours des écoles. Pour eux, il a été créé 113 clubs, 108 bibliothèques spé-

ciales et 140 isbas de lecture.

Pour faciliter la diffusion de l'instruction, toute une révolution a été opérée dans l'écriture. L'alphabet turc, qui était très insuffisant et difficile, a été remplacé par l'alphabet latin. Cette modification, outre qu'elle simplifie considérablement la lecture et l'écriture, a porté un rude coup aux préjugés religieux.

Depuis l'avènement de la révolution, les troubles linguistiques, religieux ou nationaux, qui régnaient autrefois à l'état chronique, ont complètement disparu, par le seul fait que toutes les minorités jouissent de droits identiques, toutes sont représentées dans les organes de direction, tout comme les citoyens ont accès à toutes les charges publiques. En Azerbedjan, il y a un Conseil des Minorités, avec des représentants de toutes les nationalités. Un représentant fait partie de droit du Comité Exécutif, composé lui-même de différentes représentations. Cette question des minorités était très épineuse et sa solution maintenant sans grande difficulté : par exemple, les Kurdes n'avaient, à proprement parler, pas de langue ni d'alphabet ; ils ont adopté la langue turque. Toutefois, l'absorption des nationalités n'est cependant pas tentée. Ce qui ne veut pas dire que le mélange des races ne se pratique pas, au contraire ; avec la diffusion de l'instruction, et surtout avec le recul de l'influence religieuse, les préjugés de races s'oblitérent rapidement et les croisements, qui étaient formellement interdits autrefois, se font couramment aujourd'hui.

Il m'a été donné de vérifier personnellement la révolution qui s'est opérée dans les mœurs. A Bakou, par exemple, la plupart des mosquées ont été volontairement transformées en clubs par les anciens fidèles. Le mariage religieux, seul valable autrefois, n'a plus aucune portée légale et est, pour ainsi dire, abandonné. Il est rare de rencontrer des femmes voilées, même dans la campagne environnante. Invité à visiter un club de femmes turques, j'ai pu m'assurer du grand effort qui est fait en vue de l'émancipation de ces anciennes esclaves, re-

cluses autrefois dans des demeures hermétiques, n'ayant d'autre vue sur la vie publique qu'au travers du moucharabé d'une étroite croisée ou la trame serrée du voile. Maintenant, au club, elles étaient instruites des connaissances essentielles qui doivent les émanciper des préjugés. Des cours professionnels contribuent en outre à leur émancipation économique et il n'est pas téméraire d'affirmer qu'un progrès considérable a été fait depuis dix ans dans cette contrée jadis esclave et de l'ignorance et des rapaces internationaux qui y drainaient toutes les richesses tout en plongeant la population dans la plus profonde misère.

CINEMA SOVIETIQUE

Pendant toute la nuit, la neige s'était tassée sur Moscou. Les « isvochtchiki » avaient remis leurs véhicules, les carrioles déguingandées étaient remplacées par de petits traîneaux légers qui volaient sur la piste blanche. Moscou avait un air de fête. Les maisons s'étaient couvertes de châles blancs, bien propres, cachant les plaies des façades. Les bulbes dorés des églises mortes se haussaient par-dessus les toits de dentelles et le rouge des banderoles qui flottaient là-bas au-dessus du bâtiment neuf des « Izvestia » était plus vif encore sur le ciel ouaté. Dans les allées du Tverskoïe boulevard, les « malchiki » s'en donnaient à cœur-joie dans la neige ; ils me glissaient dans les jambes comme des bolides sur leurs petits traîneaux de fer. Une maman poussait devant elle une voiturette à patin... où dormait un bébé parmi des provisions. Sur son socle de pierre, Pouchkine contemplait ce spectacle hivernal du même regard absent qui vit s'accomplir la révolution... Et la foule circulait, vive, colorée, sur le feutre blanc qui étouffait les bruits...

Moscou sous la neige est le véritable Moscou.

Mon « tolmatch » devait me conduire au Mesjrabpom Russ, société d'édition de films. Les bureaux en étaient installés un peu plus loin sur la Tverskaja Iamskaïa, en face du théâtre Meyerhold.

— Le tram?...

— Non, vraiment, la promenade est trop tentante. La rue offre un spectacle tellement attrayant.

La neige n'avait pas chassé les gagne-petits le long de la Tverskaïa. Ils avaient un peu forcé les prix et cela se comprenait : il fallait de l'héroïsme pour solliciter le client quand on avait les pieds emprisonnés dans la neige. Ces nepmen du bas de l'échelle vendaient de tout sur leurs éventaires vitrés : cigarettes, mercerie, petits anneaux de pain, pommes et raisins de Crimée, graines de tournesol que les Moscovites grignotent machinalement, comme des névrosés se rongent les ongles. Adossé à la grille du Musée de la Révolution, un marchand vendait des portraits lithographiés de Lénine. D'autres offraient aux acheteurs, dans des paniers, d'adorables petits jouets de bois taillé et pyrogravé. Il y a encore des enfants en Russie et des mamans aussi... ; il y a même des jouets... C'est une chose qu'on ne croit plus qu'avec peine chez nous, en Occident...

Le Mesjrabpom. Nous montons dans le désordre et le va-et-vient des services, nous trouvâmes d'abord le « tovaritch » Missiano, de la direction commerciale, ensuite Poudovkine, le génial metteur en scène. Ils me promirent une visite au studio provisoire.

Ici quelques explications.

* * *

En dehors du Sovkino, qui détient le monopole de productions et d'éditions cinématographiques dans la République Soviétique, il n'existe aucune firme privée autorisée à faire du film — sous le contrôle, d'ailleurs, de l'organisation soviétique précitée — : c'est le Mesjrabpom. Privilège acquis par le rôle particulièrement précieux joué par cette société pendant la famine de 1922 : elle n'était à ce moment qu'un simple organisme de secours. Comprenant l'importance du rôle que peut remplir le cinéma au point de vue social, moral, culturel et artistique, le gouvernement soviétique s'est entouré de sévères garanties sur les

productions cinématographiques. On pourrait croire qu'une censure multiple et draconienne soit nécessairement une entrave à l'épanouissement d'un art qui nécessite tant d'initiative personnelle que le cinéma. Il ne semble pas qu'il en soit ainsi, en Russie tout au moins. Parmi les œuvres produites, tant dans les studios du Sovkino que du Mesjrabpom, il y a de purs chefs-d'œuvre qui laissent loin derrière eux les productions — d'où qu'elles nous viennent — qui passent sur nos écrans.

L'industrie cinématographique est de date récente en Russie. Le Sovkino, qui ouvre pour ainsi dire l'ère de la production, a été créé en 1925 et a pris rapidement une grande extension. C'est ainsi qu'en la seule année de 1927, il a produit une quarantaine de films dramatiques ou artistiques, une trentaine de films documentaires et plus de cinquante films de vulgarisation. Il occupe 45 metteurs en scène, parmi lesquels des artistes de premier plan comme Eisenstein, Choub, Koulechev, etc. A Leningrad, dans la petite salle de projection de la Prospect Octjabrie, j'ai admiré quelques-unes de leurs œuvres, comme le « Cuirassé Potemkine », d'Eisenstein, qui est la page la plus vivante, la plus dramatique que le « Movie » m'ait donné d'admirer jusqu'à ce jour.

Le Sovkino construisait, à ce moment, de nouveaux studios, dont l'installation ne devait avoir rien à envier aux plus modernes du monde ; ils devaient notamment comprendre d'importants laboratoires, un réfectoire avec un service « op to date » pour un millier de personnes, des bibliothèques, une vaste salle de culture physique, des bains, des garages, de nombreux ateliers, des garde-robes, des magasins, des salles de montage, des bureaux pour chacun des metteurs en scène, une salle de démonstration pour 500 spectateurs. Il devait y avoir 340 loges d'artistes, un buffet-foyer pour 200 personnes. Enfin, une infirmerie, un cabinet dentaire, des salles de réunions pour le personnel, etc.

(A suivre).

Jean DE BOE.

CHEZ LES ADHERENTS

En leur dernière assemblée, nos jeunes camarades ont voté un ordre du jour contre la guerre. C'est un fait qui démontre que ces camarades ont, malgré l'absentéisme qui règne actuellement, une certaine conscience de classe. Il y eut malheureusement deux camarades qui votèrent contre cet ordre du jour. Sont-ce des inconscients ou sont-ce des criminels? J'aime à croire que ce sont des inconscients. Aussi, c'est pour eux que j'écris cet article. Si le comité a estimé devoir présenter un ordre du jour contre la guerre, c'est qu'il estimait que la situation actuelle est pleine de menaces.

Voyons tout d'abord la situation dans les usines. Je choisirais pour cela le pays le plus militariste du monde : la France. Malgré tous les discours pathétiques de Genève, malgré les déclarations des gouvernements de la classe bourgeoise, condamnant la guerre des gaz comme « inhumaine », comme si toute guerre, qu'elle soit menée à coups de fusils, de canons, de mitrailleuses, de tanks, d'avions, de mines, etc., n'était pas un crime abominable, et, en premier lieu, contre le prolétariat crucifié, massacré, et qui, en dernier lieu, ironie macabre, doit payer les pots cassés, avec son sang et sa misère.

Si nous lisons les ouvrages techniques de tactiques militaires, les revues traitant de l'art de guerre, nous constatons, une fois de plus, l'hypocrisie des déclarations diplomatiques, des pactes internationaux à la Kellogg ou à la S. D. N., prohibant tantôt la guerre d'agression, tantôt la guerre chimique ou bactériologique. Quelques chiffons de papier de plus ou de moins...

1°) La guerre des gaz :

Je démontrerai dans cet article tous les efforts fournis par les chimistes pour trouver des gaz plus effroyables les uns que les autres. Tout ce que font les gouvernements pour avoir les gaz les plus nocifs.

Le maréchal Foch ne déclarait-il pas : « Il nous faut envisager la guerre chimique dans nos plans et nos préparatifs futurs si nous ne voulons pas assister à quelque effroyable surprise ».

Le capitain S. J. Auld écrivait dans « The Royal Engineers Review » : « La méthode chimique de combat s'est présentée à nous et elle sera conservée ». Les Américains du Chemical Warfare Service, constatant qu'au cours de la dernière guerre les pertes par les gaz se sont élevées à près d'un million d'hommes pour les quatre principales nations engagées dans l'action, alors que les pertes de gaziers n'auraient pas dépassé 15,000 hommes et que les munitions à gaz tirées ne représentent que 5 p. c. des munitions employées au cours de la guerre, concluent que l'arme chimique a été la plus efficace des armes dans la dernière guerre.

Le général américain « Fries », comme son ancien patron, le secrétaire d'Etat à la guerre, Benedict Crowell, reconnaît l'efficacité de l'arme chimique. Il termine un de ses rapports en ces termes : « L'arme chimique est humaine, elle présente un avantage énorme pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique ».

Lucien Chassaing, ancien rédacteur au « Journal », est bien du même avis : « Elles (les armes invisibles) sont aux armes à feu ordinaires ce que celles-ci étaient à l'arme blanche. L'expérience des derniers mois des hostilités de 1918 a montré l'évidence qu'aussi bien pour la guerre de position que pour la guerre de mouvement, les gaz constituent une arme d'un rendement bien supérieur à celui des explosifs, parce que, grâce à eux, on parvient à rendre le terrain intenable à l'adversaire, sinon de façon permanente, du moins pour quelques heures ».

Il ne se faisait pas non plus d'illusions : « Ce serait faire preuve d'une crédulité trop forte que d'admettre qu'une convention, quelle que soit l'autorité des signatures qu'elle pour-

Concours d'Abonnements

Le nombre d'abonnés augmente de mois en mois. Nous n'avons à nous plaindre que de la négligence dont certains camarades font preuve pour le paiement du renouvellement de leur abonnement. Beaucoup ayant été victimes de la ruse (?) employée par les gens de « L'Effort », qui firent encaisser des abonnements sans avoir reçu de demandes d'abonnements, ont donné chez eux ordre de ne rien payer de semblable à l'avenir. Certaines de nos quittances ont, de cette façon, été refusées par des ménagères qui craignaient de se tromper. Evidemment, nous comprenons que des camarades aient été vexés de verser leur argent à une feuille réactionnaire, mais ils devraient, dans ce cas, nous envoyer directement le montant de leur abonnement, soit 5 fr. pour un an. Ils doivent savoir que notre « Creuset », qui n'a aucun fil à la patte et ne vit que de ses propres ressources, a besoin d'être secondé.

Nous devons aussi faire un effort supplémentaire pour recruter des abonnés. Et nous attirons à nouveau l'attention de nos amis sur notre **Concours d'Abonnements**. Un de nos camarades vient de mettre à notre disposition une somme de 80 francs pour l'achat de 5 volumes : « A l'Ouest, rien de Nouveau », de Erich-Maria Remarque, dont nous parlions dans notre dernier numéro. En outre, seront joints aux prix : « Le Feu », de Barbusse, et « La Guerre des Gaz ».

Le Concours se clôturera fin décembre. Les gagnants se classeront d'après le nombre d'abonnés qu'ils nous auront procurés. Jusqu'à présent, voici la composition de la liste des prix :

- 2 dictionnaires Larousse.
- 5 « A l'Ouest rien de Nouveau ».
- 1 « Le Feu ».
- 1 « La Guerre des Gaz ».

Que tous nos camarades se mettent au travail de recrutement. Le développement du « Creuset » est l'indice le plus certain du réveil syndical parmi les typos. C'est l'assurance de faire triompher nos futures revendications.

L. V.

ra porter, empêchera une nation décidée à la guerre d'employer une arme si bien faite pour arriver à ses fins et dont il est avéré que la préparation en temps de paix n'est pas contrôlable ».

Citons, pour terminer, un paragraphe de « l'instruction provisoire sur le service en campagne de mai 1924 » :

« La guerre dépendra de plus en plus de la technique et des inventions dans le domaine des armements. L'activité industrielle et économique formidable suscitée par là, embrasse toutes les forces vives du pays.

« La nation armée » se réalise ; la nation et le peuple sont dorénavant des entités inséparables. Aussi, les forces morales de la nation entière, discipline, amour de la patrie et volonté de vaincre seront-elles, en premier lieu et malgré tous les achèvements de la technique, la condition préalable du succès. L'aviation, manie de l'arme chimique, panachée de bombes percutantes, peut porter la guerre au centre des Etats belligérants, contrarier la production industrielle, « nécessaire à la victoire » et porter un sérieux coup à l'amour de la patrie et à « la volonté de vaincre ».

Ceci vous démontre, jeunes camarades, qu'il est de toute urgence que le prolétariat s'alerte.

Voter des ordres du jour contre la guerre c'est très bien. Mais lutter contre la guerre, c'est mieux. Pour cela, il faudra organiser dans votre syndicat un comité d'action contre la guerre, former une forte section de camarades que l'on préparera moralement et physiquement contre toute nouvelle boucherie dont nous, ouvriers, nous ferons à nouveau les frais. Il faudra constituer une Internationale prolétarienne contre la guerre qui, en temps opportun, pourra diriger toutes les inventions maudites de la bourgeoisie contre la bourgeoisie.

Jeunes camarades, assistez tous à vos assemblées générales où seront discutés ces points et soyons unis pour clamer toute notre haine de la guerre.

NOS PROCHAINES REVENDICATIONS

Parce que nous venons de faire péréquater nos salaires, il ne faudrait pas s'imaginer que tout est dit, que tout est fait, qu'il n'y a plus qu'à se croiser les bras et se laisser vivre. Ce serait une désolante erreur. En effet, si nous avons corrigé une injustice par trop criante, il en reste encore tant d'autres à corriger pour notre tâche immédiate. Et toutes ces améliorations partielles ne peuvent pas nous détourner de notre objectif final : la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, du salariat, et l'instauration d'un régime social assurant aux travailleurs la jouissance intégrale de leur production.

Si nous nous attachons avec insistance à la liquidation de certains abus et à la conquête de nouvelles conditions de travail, au lieu de ne porter notre effort que sur le renversement définitif du régime économique, c'est que, tout d'abord, l'éducation des travailleurs est encore trop influencée par les multiples préjugés sociaux pour les rallier directement au principe fondamental de l'expropriation des moyens de production au bénéfice des producteurs; ce ralliement ne pourra se faire qu'au travers d'une rééducation quotidienne par la lutte pour des « améliorations » ou contre des « aggravations ».

Cette lutte doit être accompagnée d'une critique constante de façon à susciter dans l'esprit de chaque travailleur cette idée que le champ des améliorations, des « réformes », est très limité, que celles-ci provoquent presque automatiquement des aggravations comme contre-partie et, qu'en définitive, à la limite des concessions que peut consentir le régime capitaliste, il faudra ou s'incliner et reculer, ou renverser le régime.

C'est dans cet esprit que nous considérons qu'il ne peut y avoir d'arrêt dans notre propagande pour de nouvelles revendications. Ces revendications ne doivent pas être formulées au hasard, mais, autant que possible, avoir un caractère pratique, efficace.

Dans cet esprit, nous avons à considérer les dangers pointant à l'horizon. Il n'est un secret pour personne qu'une crise industrielle très grave menace l'Europe. La guerre n'a rien réglé, la « paix » pas davantage. Le capitalisme international essaie bien de rationaliser les rapports de la production et de la consommation mondiales, de mettre un peu d'ordre dans le chaos de la concurrence, il est impossible, dans les conjonctures les plus optimistes, d'attendre une solution heureuse de ces tentatives. La capacité de consommation, qui est « forcément » limitée, pour la grande majorité des hommes — les travailleurs — et la concurrence poussant les industriels à produire toujours à meilleur marché, ce qui ne peut être atteint que par la rationalisation — entraînant une diminution proportionnelle de la main-d'œuvre — et la surproduction. Contrairement à la théorie fordiste, la crise ne peut que s'en aggraver et le chômage doit nécessairement prendre des proportions plus grandes.

Nous devons nous prémunir contre cette crise. D'abord, parce que le chômage, c'est la misère pour ceux qui en sont atteints, c'est l'imposition massive du salaire de ceux qui restent au travail, enfin, c'est — en vertu même de la loi de l'offre et de la demande — l'avalissement du prix de la main-d'œuvre. Nous l'avons suffisamment éprouvé en 1926-1927.

Comment concilier la lutte contre le chômage avec une amélioration de nos conditions de travail? En réduisant le plus possible le nombre d'heures de travail effectif.

Précisons, et que ce soit notre proche objectif :

Vacances ouvrières;

Réduction du travail effectif des apprentis (6 heures de travail et 2 h. de cours professionnels);

Réduction de la journée pour les machines à haute production d'abord, pour toute l'industrie ensuite.

Rien que pour ce qui concerne les vacances ouvrières en prenant une moyenne de 4 jours par an cela donnerait pour l'Association Typographique et la section des Adhérents, 12,000 journées de travail, de quoi assurer l'emploi pendant toute une année à 40 camarades.

Nous devons dès aujourd'hui commencer un sérieux travail de propagande. L'expérience nous a prouvé que, pour obtenir — arracher, pourrait-on dire — il faut frapper dur et sans arrêt. Il faut qu'il y ait une volonté formelle de réalisation pour qu'une revendication soit prise en considération, non seulement par nos patrons, mais aussi, hélas! par ceux

qui s'imposent comme intermédiaires entre ceux-ci et nous, les Comités Centraux.

Comme pour la péréquation de nos salaires, agitions chaque jour, partout, dans les ateliers, dans les assemblées, nos nouvelles revendications :

Vacances ouvrières;

Incorporation dans la journée des huit heures des heures de cours professionnels des apprentis;

Réduction de la journée pour les ouvriers à haute production d'abord, pour tous ensuite.

Hardi! camarade, à la lutte sans cesse contre le régime du salariat au travers de la réalisation de nos revendications. J. D. B.

Contre la Guerre impérialiste

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE EST UNE LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE

Nous sommes loin du temps où l'on considérait la guerre comme un fléau naturel inévitable. Nous savons aujourd'hui que la principale cause de la guerre réside dans l'anarchie de la production capitaliste, dans la division de la société en classes, dont les unes se composent d'exploiteurs et les autres d'exploités.

Et l'impérialisme, en tant que stade du capitalisme arrivé à la période des monopoles et des trusts, accentue les antagonismes dans une telle mesure que la paix n'est plus qu'une pause entre deux guerres.

La guerre est inséparable du capitalisme; donc, on ne peut « supprimer » la guerre qu'en supprimant le capitalisme. Par conséquent, on ne peut lutter réellement et sincèrement contre la guerre, qu'en luttant contre le capitalisme qui l'engendre. De là il ressort que la lutte contre la guerre impérialiste est une **lutte de classe** du prolétariat contre la bourgeoisie.

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE.

Ce n'est pas du tout par hasard que ce sont surtout les pires ennemis d'une

politique de lutte de classe, qui, dans le mouvement syndical, s'opposent le plus à une action efficace contre la guerre qui revient, à une mobilisation des larges couches de la classe ouvrière. Le sommet réformiste du mouvement syndical, qui **ne veut pas de la lutte de classes**, qui, au contraire, collabore avec la bourgeoisie sous différentes formes, ne veut pas non plus d'une lutte de masses contre la guerre, que la bourgeoisie prépare, n'a même pas posé la question des dangers de guerre croissants devant la grande masse d'ouvriers organisés. Ceci, malgré le refus bien compréhensible de la part des gouvernements impérialistes de désarmer et malgré le rejet par ces derniers des propositions de désarmement du gouvernement soviétique.

Et quand un syndiqué ose poser la question des dangers de guerre devant son organisation, les dirigeants réformistes crient à la violation de la « neutralité » politique du syndicat. (Ce qui est cependant beaucoup moins « politique » que l'abonnement obligatoire au journal « Le Peuple », organe officiel du parti politique socialiste). Ces « neutres », quand il s'agit de la lutte contre le capitalisme et ses guerres, sont en réalité de grands coupables envers la cause des travailleurs. Car, qui combattrait la

guerre, si ce ne sont les travailleurs. Ce ne seront, certes, pas ceux qui votent les budgets de guerre, ni ceux qui préparent la guerre impérialiste d'une manière ouverte ou cachée, qui organiseront la lutte contre la guerre.

LE PACIFISME CACHE LES PREPARATIFS DE GUERRE.

Par contre, les chefs réformistes se prêtent volontiers au jeu du pacifisme. C'est là le plus grand danger qui puisse menacer la classe ouvrière.

En envoyant des télégrammes et des pétitions à la S. D. N., ils veulent faire croire aux ouvriers qu'elle est capable de maintenir une paix éternelle, elle n'a qu'à vouloir ; en jetant des phrases « radicales » comme : « plus jamais nous ne tolérerons la guerre ! » sans poser la question du renversement du capitalisme, ils veulent endormir la vigilance des travailleurs et faire supposer que la guerre est évitable dans une société capitaliste.

Nous avons vu plus haut qu'il est impossible de supprimer la guerre sans supprimer sa cause initiale : le capitalisme. Mais le renversement du capitalisme n'est possible sans violence et la classe ouvrière devra inévitablement provoquer la révolution sociale pour pouvoir se débarrasser du régime d'exploitation et de carnages, pour pouvoir édifier une nouvelle société où il n'existera plus de distinction de classes et où la guerre n'aura plus de raison d'être. Il en sera ainsi de même pour les peuples opprimés des colonies qui devront se débarrasser par la violence de leurs oppresseurs.

Le pacifisme ne peut donc pas signifier le désarmement du prolétariat devant la bourgeoisie. Il doit au contraire, non seulement recourir à la violence pour assurer l'écrasement du capitalisme, mais encore pour défendre ces conquêtes contre tout ce qui peut les menacer.

Telle est la position de l'Union Soviétique.

L'UNION SOVIETIQUE ET LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE.

L'U.R.S.S. est le premier pays où la révolution prolétarienne libératrice est sortie victorieuse. Là, la classe ouvrière

est déjà parvenue à renverser sa bourgeoisie et à commencer la construction d'une société socialiste. Le monde capitaliste a perdu un sixième du globe de sa domination, ce qui a encore plus aggravé sa crise.

En préparant une guerre contre l'Union Soviétique, les impérialistes cherchent : 1°) à abattre la première république prolétarienne, et 2°) à regagner un formidable débouché pour leurs exportations.

Les deux raisons qui guident le capitalisme vers une guerre contre l'U.R.S.S. sont inspirées par ses **intérêts de classe**.

La classe ouvrière internationale ne se laissera pas arracher sa première victoire. Les travailleurs doivent comprendre que défendre l'U.R.S.S. c'est défendre leurs intérêts de classe contre ceux du capitalisme. Ils doivent aussi comprendre qu'ils ne peuvent défendre l'U.R.S.S. qu'en luttant **contre leurs propres exploités, contre leurs propres assassins !**

Désiré SANDERS.

Avertissement salutaire

Nous extrayons du journal « La Meuse », daté du 10 juillet, les lignes suivantes :

« Joseph D..., directeur d'imprimerie, 50 ans, à Bevercé (province de Liège), est prévenu : 1) d'avoir fait ou laissé travailler toute une série d'ouvriers pendant plus de deux heures supplémentaires par jour ; 2) de n'avoir pas payé le sursalaire dû à ces ouvriers ; 3) de n'avoir pas tenu le registre où les heures supplémentaires doivent être inscrites. Le prévenu déclare qu'il croyait qu'en temps d'élection il était autorisé à faire travailler autant qu'il était nécessaire.

Le tribunal le condamne à un total de 945 fr. d'amende. Le même est prévenu d'avoir autorisé un enfant de moins de 16 ans à travailler plus de 10 heures par jour et de ne pas avoir accordé un repos d'au moins une heure. Le tribunal le condamne à 70 fr. d'amende, avec sursis de six mois ».

Qu'en pensent nos maîtres imprimeurs et tout spécialement M. Dewarichet ?...

DE LA POLITIQUE...

Il y a politique et politique.

Il est évident qu'une organisation syndicale, qui ne s'attacherait qu'à ces questions strictement professionnelles, sans tenir compte ni de l'interdépendance économique et sociale de toutes les industries, serait bien vite étouffée par l'étrécissement de ses conceptions. L'époque du corporatisme est passée. L'allure accélérée de l'évolution de l'économie capitaliste a modifié de fond en comble les rapports du travail et de l'entreprise. La législation s'est emparée en grande partie de la réglementation du travail ; elle tend au surplus à contrôler les organisations syndicales elles-mêmes ; d'autre part, le patronat, outre qu'il s'est organisé par industrie, a constitué un noyau puissant inter-industriel tendant à unifier et, de toute façon, à centraliser la direction de tous les rapports du travail et du patronat.

Les syndicats doivent élargir leur champ d'action et prendre comme mot d'ordre : « Tout ce qui concerne les travailleurs de n'importe quelle industrie nous concerne aussi ; tout ce qui peut influencer les conditions d'existence des travailleurs est de notre domaine ».

Est-ce de la politique ? Evidemment, et, pour être plus précis, c'est de la politique sociale.

Beaucoup de camarades s'effrayent de ce terme. Ils ont pour excuse que la politique est une source de désunion entre les travailleurs. Mais ce n'est pas cette politique-là.

Il y a politique et politique.

Celle qu'ils doivent chasser de leurs organisations syndicales, c'est la politique des partis, la politique électorale, qui tend à utiliser les syndicats comme des accessoires de leurs intrigues parlementaires et comme des caisses de propagande électorale. Cette politique-là est néfaste parce qu'elle aboutit forcément à la désagrégation et à la mise sous tutelle.

Si, à Bruxelles, les organisations du Livre ont réussi à maintenir leur légitimité, c'est grâce au caractère

apolitique de l'Association Typographique qui, elle, constitue la base de toute l'industrie du Livre. Si notre Association devait être absorbée par un parti politique, quel qu'il soit — du plus rouge au plus jaune — ce serait la dislocation automatique de tout le bloc du Livre.

Mais si la politique de parti est à exclure de nos syndicats, il n'en est pas de même de la politique économique et sociale ; celle-ci est à la base même de tout travail syndical.

HOMO.

Le Fascisme en Bulgarie

Le fascisme ne sévit pas qu'en Italie. Les pays balkaniques et la Bulgarie en particulier, sont tyrannisés par cette politique de sang. Le gouvernement de Sofia sévit avec une barbarie incroyable contre tous ceux qui osent revendiquer les simples lois d'humanité. Les organisations syndicales, autres que les vagues mutuelles réactionnaires, sont dissoutes et leurs dirigeants persécutés. Toute manifestation de pensée libre est considérée comme subversive et réprimée avec la dernière rigueur. Cette situation soulève à l'étranger tous ceux qui ne veulent laisser consacrer les abus de la violence contre la liberté. Un récent meeting à la salle des Sociétés Savantes a voté l'ordre du jour qui suit ; il laisse deviner tout l'odieux du régime que subit le peuple bulgare :

« Les citoyens parisiens, réunis à la Salle des Sociétés Savantes, le 28 juin 1929, protestent énergiquement contre la terreur fasciste qui pèse sur la Bulgarie et s'engagent à participer à toute agitation nécessaire jusqu'à l'obtention des revendications suivantes :

- » 1° Une amnistie immédiate et réelle pour tous les emprisonnés et émigrés politiques ;
- » 2° Suppression de la loi scélérate sur la défense de l'Etat ;
- » 3° Rétablissement de la liberté de la pensée, de la presse et d'association ;
- » 4° Suppression du monopole — établi par une loi spéciale — qui per-

met au gouvernement d'avoir la mainmise sur les secours destinés aux familles des victimes des événements de juin et septembre 1923, d'avril 1925, etc. ;

» 5° Abolition des assassinats politiques commis par des éléments dits « irresponsables », mais qui sont en réalité des agents du gouvernement et des organisations fascistes ».

L'assistance proteste également contre la demande d'extradition formulée par le gouvernement bulgare près du gouvernement tchéco-slovaque et qui vise le camarade Nicolas Katsaroff, emprisonné à Prague.

Elle s'élève aussi contre l'arrestation, à Veliki-Betchkerek (Yougoslavie) de nombreux émigrés bulgares et se déclare solidaire du peuple bulgare.



UN MOT

Un simple mot en réponse au sujet du monceau d'insanités que publie le canard jaune « L'Effort » :

— Cambronne !...

Si des camarades de province désirent être renseignés sur la valeur des affirmations de ce torchon à propos de la dernière séance de l'Association typographique, qu'ils interrogent n'importe quel associé de bonne foi, notre confrère Waterschoot, par exemple, il Y ETAIT...

LA POUBELLE LIEGEOISE

UN ARRETE INTERESSANT

M. le Maire Delaclichierie (Meuse) ayant constaté que ses réserves de plomb diminuaient à vue d'œil, pris de soupçon à l'égard de ses collaborateurs, s'arrangea pour que son Conseil prenne de suite un arrêté ordonnant de fouiller les paquets à la sortie des ateliers.

Ce geste n'a pas encore fait déborder la coupe, qui cependant est pleine.

Nous n'avons pas à donner de conseils à ce sympathique fonctionnaire, mais que doit penser le Préfet de ce zèle désintéressé ?

CEUX DE CHEZ NOUS...

Le talentueux critique musical des Congrès de la F. T. B., à la suite de son dernier article, vient de recevoir

des offres de la Principauté de Monaco pour diriger son orchestre militaire.

Le travail trouve toujours sa récompense...

DEMENAGEMENT MODERNE

La Soc. Typogr. Liég. a trouvé un nouveau local et transporte son fourbi vers son nouveau logement.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer le camarade Paul, un paquet de paperasses sous chaque bras, un paquet sur le dos, un paquet sur le ventre, tenant au moyen d'une sangle en bandouillère. Il peinait, soufflait..., suait, mais avec le sourire. C'était pour « ses » chers chômeurs que lui ne chômait pas !

Ironie des choses, à 200 mètres suivait, pilotant un magnifique torpédo, le camarade M..., allant au nouveau local, toucher... son chômage.

ON DEMANDE UN MECANO...

L'irrésistible Nestor N..., le joli frisé, cordonnier spécialiste, conducteur de cotillon, de linotype et « as » du volant, vient de payer sa rançon à la guigne.

Alors qu'il s'était rendu à Sainval pour y renouveler d'anciens exploits, il y est resté en panne de moteur.

Sa jeune compagne le traita de maladroit, car... il l'avait trop fait chauffer sans doute ?

